

Inter Pares

Faits saillants 2011 *Inter Pares a apporté à ses homologues, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada un appui financier, politique et organisationnel de plus de 4,1 millions de dollars. Voici une rétrospective de nos activités les plus marquantes pour l'année 2011 ayant permis de promouvoir la paix et la justice socio-économique. Pour plus d'informations, de photos et de nouvelles, visitez www.interpares.ca.*



Anna Paskal (gauche), Cathleen Kneen (centre) et Amanda Sheedy (droite) lors de la conférence de presse marquant le lancement du projet « Pour une politique alimentaire populaire ».

Il y a trente ans, Inter Pares a participé à une enquête civile marquante se penchant sur le régime alimentaire canadien, la Commission populaire sur l'alimentation. Capitalisant sur cet héritage, Inter Pares a contribué au lancement d'un vaste processus populaire d'élaboration de politique, le projet « **Pour une politique alimentaire populaire** ». Il en a résulté une politique qui a été lancée le 18 avril 2011. Intitulée « Du pain sur la planche : Une politique alimentaire populaire pour le Canada », cette politique couronne trois années d'efforts consentis par une

Canada

équipe dévouée. « Pour une politique alimentaire populaire » fournit à la fois une vision et un mode d'action pour enraciner la souveraineté alimentaire au Canada : localisme agricole, recours aux méthodes écologiques de production et de récolte des produits alimentaires, adoption d'une politique fédérale pour l'élimination et la prévention de la pauvreté, mise en place d'une stratégie nationale subventionnée sur les enfants et l'alimentation et démocratisation des processus décisionnels sur les questions alimentaires. Ayant fait sienne la politique alimentaire populaire, **Sécurité alimentaire Canada**, une coalition nationale, se prépare à faire la promotion de sa mise en œuvre.

Pour appuyer les efforts de nos collègues qui, ailleurs, luttent pour prévenir les violations des droits de la personne et les dommages à l'environnement résultant des activités d'entreprises minières canadiennes, Inter Pares a collaboré étroitement avec **Mines Alertes Canada** et le **Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises**. L'objectif est d'imposer le principe

d'imputabilité aux entreprises minières canadiennes ainsi qu'au gouvernement canadien, lorsque ce dernier en subventionne les activités à l'étranger. S'il avait été adopté, le projet de loi privé C-300 aurait eu pour effet d'imposer au Canada l'obligation d'enquêter sur toute allégation de comportement illégal des entreprises minières canadiennes opérant à l'étranger et, dans le cas où les plaintes auraient été avérées, le gouvernement aurait été dans l'obligation de retirer tout appui à l'entreprise fautive. Des milliers de personnes se sont exprimées par écrit en faveur du projet de loi lorsqu'il a été soumis à l'étude au Parlement; il a aussi été favorablement accueilli par des responsables des Nations unies ainsi que des villageois et des organisations représentant des centaines de communautés du monde entier. Bien que le projet de loi C-300 ait été rejeté à six voix près, il a néanmoins fait la preuve que la population canadienne et les élus reconnaissent désormais l'inefficacité de principes directeurs non contraignants et envisagent sérieusement l'adoption de mesures plus fermes.



Murale à l'intérieur du refuge de la Casa del Migrante Tecun Uman.

En Colombie, Inter Pares appuie les efforts de l'**Organisation nationale autochtone de Colombie** (ONIC) pour accroître la participation des femmes au sein de leurs propres structures de gouvernance. Depuis 2008, ONIC a mis en place un modèle de gouvernance unique où les membres de chaque communauté et de chaque nation autochtone peuvent déléguer un représentant aux organes décisionnels nationaux et régionaux. Souvent, les femmes autochtones sont empêchées de

Amérique latine

prendre part à ces réunions, faute de moyens. Cette année, ONIC et Inter Pares ont décidé de surmonter cette difficulté d'ordre logistique. Outre la création d'un fonds destiné à soutenir la représentation des femmes lors de rencontres sur la gouvernance, Inter Pares les a appuyées dans la planification de leur participation et dans la finalisation d'une contribution préalablement ébauchée avec leurs consœurs dans le cadre de l'Assemblée nationale des femmes autochtones de Colombie. Grâce à cet appui, les autochtones de Colombie bénéficient d'un meilleur régime de gouvernance reflétant mieux les problématiques et les perspectives des femmes.

En juillet 2011, le Rapporteur spécial sur les droits des personnes migrantes de la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme s'est rendu au Mexique. Il avait pour mandat d'observer les conditions dans lesquelles les personnes en provenance d'Amérique centrale traversent le Mexique pour arriver aux États-Unis.

Pour l'occasion, **Project Counseling Service** (PCS) a constitué une délégation d'organisations représentant les familles des personnes migrantes du Nicaragua, Honduras, Salvador et Guatemala. Elles ont témoigné devant le Rapporteur spécial de la terreur et de l'insécurité dans lesquels vivent leurs proches qui entreprennent le voyage. Dans les dernières années, les dangers que ceux-ci doivent affronter se sont multipliés : disparition, traite, sévices sexuels, enlèvement et assassinat. À la suite de sa mission, le Rapporteur spécial a émis un certain nombre de recommandations, clairement inspirées par plusieurs points soulevés par la délégation de PCS. Il a notamment proposé l'adoption de mesures pour protéger les personnes migrantes et ceux qui défendent leurs droits, y compris l'établissement de centres de services pour les personnes migrantes sur les routes de migration. Son rapport constitue un rappel à l'ordre pour le Mexique qui est responsable de s'assurer de la sécurité et de la sûreté des personnes migrantes qui transitent par son territoire.

Asie



REBECCA WOLSKA

Le camp Tham Hin, en Thaïlande, abrite plus de 7 500 réfugiés provenant de Birmanie.

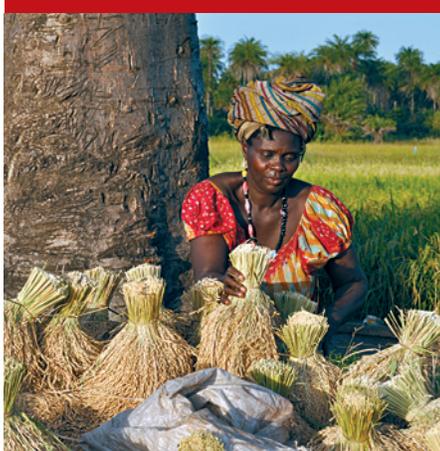
Aux Philippines, **Likhaan**, une organisation qui s'occupe de la santé des femmes, est active dans les bidonvilles les plus défavorisés de Manille. Les travailleurs en santé communautaire qu'elle a formés ont traité plus de 7 500 patients au cours de l'année écoulée, dispensant tout un éventail de soins, notamment en matière de santé génésique. En 2011, Likhaan a aussi collaboré avec un certain nombre d'organisations populaires de femmes et de jeunes pour promouvoir l'adoption d'une loi sur la santé génésique qui imposerait, sur les plans national et municipal, un ensemble de mesures destinées à réduire la mortalité maternelle et infantile, fournir des soins obstétriques d'urgence et assurer l'accès à la planification familiale.

En Birmanie, les élections de novembre 2010 ont permis aux officiers du régime militaire de s'approprier des postes civils. Malgré une augmentation des violences dans l'est du pays qui passe largement inaperçue, l'établissement d'un « nouveau gouvernement » est vu par certains comme un pas en avant. C'est dans ce contexte que **Thailand Burma Border Consortium** (TBBC) poursuit son travail, fournissant des denrées de base à plus de 148 000 réfugiés et près de 20 000 déplacés. Le nouveau régime continue d'exploiter massivement les ressources naturelles du pays, générant encore plus de conflits dans les zones où se trouvent ces ressources. Il est prévu que l'eau du barrage de Myitsone inonde un territoire immense de la grandeur de la ville de Toronto, où se trouvent des sites sacrés des Kachins. Ce faisant, des dizaines de milliers de personnes seront contraintes de se déplacer et l'une des zones les plus riches en diversité biologique au monde sera endommagée de manière irréversible. Le **Burma Relief Centre** (BRC) a soutenu l'action d'organismes tels que le Burma Rivers Network et le Kachin Development Network Group afin de sensibiliser la population aux conséquences prévisibles de la construction du barrage. Leurs

efforts ont été récompensés puisque le 30 septembre 2011 le régime a accepté de suspendre les travaux.

Au cours de la dernière année, **Nijera Kori**, une organisation de la société civile du Bangladesh a continué d'étendre ses activités avec la création de « comités de surveillance » qui permettent aux membres les plus démunis de la société de surveiller l'action des autorités locales et nationales, les forçant à plus de transparence et d'imputabilité. Quatre comités de surveillance chargés de la gouvernance locale ont suivi le processus d'octroi des titres de subvention agricole aux paysans. Grâce à eux, les noms de riches propriétaires terriens ont été retirés des listes pour être remplacés par ceux de 2 720 paysans pauvres. Les comités de surveillance chargés de l'éducation ont identifié et fait rectifier des irrégularités dans la distribution des bourses dans sept établissements d'enseignement primaire. Inspirés par ces succès, les comités de surveillance de Nijera Kori ont l'intention d'entreprendre encore plus d'actions pour assurer la transparence et l'imputabilité des autorités locales.

Afrique



PIERRE CAMPREDON

Récolte de riz sur l'île de Formosa, en Guinée-Bissau.

En Guinée-Bissau, **Tiniguena**, une organisation qu'Inter Pares a contribué à créer, a poursuivi son travail sur des problématiques telles que la souveraineté alimentaire, la maîtrise des ressources locales, la formation de jeunes dirigeants et la conservation de la diversité biologique. En mars, Tiniguena a organisé un forum sur l'accapement des terres qui a mené à une mobilisation massive dans les campagnes et dans la capitale du pays; des pressions ont été exercées sur le gouvernement pour qu'il veille à ce que les terres agricoles du pays ne tombent pas entre les mains d'entreprises étrangères. Au cours de l'année écoulée, qui a aussi marqué le vingtième anniversaire de

l'organisation, Tiniguena a organisé une manifestation à l'échelle du pays sur le thème de l'alimentation nationale et naturelle. Soulignant la richesse de l'alimentation et des savoirs locaux, cet événement visait à encourager la population à prioriser les denrées produites dans le pays plutôt que les importations.

Au Ghana, grâce à l'appui de **Third World Network-Afrique** (TWN-Afrique), des communautés locales se sont entendues avec l'entreprise canadienne Chirano Gold sur l'adoption d'un cadre d'indemnisation équitable pour les populations affectées par la pollution causée par l'une de ses mines à ciel ouvert. Tout en mettant son expertise à la disposition des communautés concernées par l'exploitation minière, TWN-Afrique veille aussi à prévenir les retombées négatives. Au moment où la Commission économique pour l'Afrique s'apprête à réformer les politiques minières sur le continent, TWN-Afrique veille à ce que la Commission entende les personnes les plus touchées par l'exploitation minière. Avec les communautés, TWN-Afrique s'attache enfin à la promotion de politiques nationales favorables aux agriculteurs et aux formes d'exploitation de la terre

bénéficiant aux économies locales et se faisant dans le respect de l'environnement.

En juillet 2011, alors que la communauté internationale était captivée par la naissance d'un nouvel état, la République du Soudan du Sud, les femmes soudanaises du Nord et du Sud étaient toujours en butte à la violence quotidienne. Basée à Khartoum, au Soudan, **Sudanese Organization for Research and Development** (SORD) milite pour la modification de la loi sur la famille de sorte à y consacrer pleinement les droits des femmes et des filles et à y interdire les pratiques discriminatoires. Pour ce faire, SORD a produit cette année un documentaire dénonçant les lois et pratiques discriminatoires qui mettent en danger les droits et le bien-être des femmes et des filles, tel le mariage de fillettes âgées de dix ans à peine. Le film illustre de manière poignante l'impact direct et dévastateur de ces pratiques sur les femmes et les filles. Inter Pares collabore avec SORD et d'autres groupes de femmes du Soudan pour maintenir la question de l'égalité des sexes à l'ordre du jour politique en dépit des bouleversements que connaît le pays.

Le travail d'Inter Pares est possible grâce à l'appui de milliers de partisans et de partisanes d'un bout à l'autre du Canada et à l'aide financière du gouvernement canadien, versée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Inter Pares est profondément reconnaissante de l'appui et de la confiance qui nous sont accordés.

Inter Pares, 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario), Canada K1N 6P1
Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

Tél. 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais)
Télé. 613 594-4704 www.interpares.ca